

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

Sarkozy, c'est le principe du chef

- Gazette - Débats -

Date de mise en ligne : vendredi 15 mai 2009

Revue du Mauss permanente

Cet entretien a initialement paru dans Marianne2.fr. le 14 mai 2009. Nous remercions Gérard Andrieu de nous avoir autorisés à le reproduire.

Le sociologue Alain Caillé [1] se refuse à enterrer le mouvement universitaire même s'il reconnaît que c'est sans doute le sort qui lui est réservé. Mais après quinze semaines d'affrontements avec le gouvernement, il a tout de même certaines certitudes : derrière cette bataille, il voit une logique. Une logique qu'il explique retrouver derrière toutes les réformes du chef de l'Etat : mettre le pouvoir entre les mains d'un seul et même homme, le tout dissimulé par un vernis démocratique baptisé « autonomie » et aidé par un outil dévastateur : « l'évaluation » qui se veut « objective » &

Marianne2.fr : Quel est finalement l'enjeu à côté duquel sont passés les acteurs du mouvement universitaire ?

Alain Caillé : C'est de se rendre audible et de montrer que c'est vraiment l'institution universitaire elle-même qui est menacée. D'ailleurs, dans l'ensemble des réformes de Sarkozy, c'est la structure institutionnelle de la société française qui est visée. Il faut montrer qu'il existe des liens entre les réformes de l'université, de l'hôpital et de la justice. À chaque fois, ce sont des corps institués qu'on essaie de démembrer. Dans le cas de l'université, ce qui risque de disparaître bien au-delà du statut des professeurs, c'est quand même toute l'institution de la culture traditionnelle : que ce soit la culture littéraire traditionnelle qui part absolument en lambeaux. L'histoire de La Princesse de Clèves est une illustration caricaturale mais intéressante mais aussi la culture scientifique.

Marianne2.fr : Puisque ces réformes relèvent de la même logique, comment se fait-il, alors, qu'il n'y ait pas convergence des mouvements opposés aux réformes de l'éducation, de l'hôpital et de la justice ?

Alain Caillé : Précisément parce que personne ne réussit à formuler le diagnostic transversal. Ça rappelle le titre de ce bouquin par ailleurs exécrationnel d'Alain Badiou, De quoi Sarkozy est-il le nom ? : personne n'arrive à dire de quoi toutes ces réformes sont le nom.

Je crois que l'essentiel n'est pas très mystérieux : c'est la mise en application des doctrines du new public management, ces doctrines de la réforme de l'Etat et des politiques publiques qui sont en vigueur un peu partout dans le monde depuis une petite dizaine d'années et qui font consensus dans toutes les instances ministérielles. Simplement, elles arrivent en France très tard par rapport aux autres pays européens, dans une société qui est assez violemment allergique parce qu'elle a un tout autre modèle institutionnel et politique. Le tout est présenté à la manière Sarkozy : avec un mépris abyssal, dans une ambiance de guerre frontale et haineuse contre les juges qui sont assimilés à des « petits pois », les chercheurs qui sont assimilés à des « jean-foutres » qui ne font rien si ce n'est se chauffer les pieds près du radiateur, etc.

« **Sarkozy le décideur absolu** »

Il reste à nommer et à analyser, sociologiquement et politiquement, plus en profondeur, ce qu'il y a de commun à la réforme de la justice, à la réforme de l'hôpital, à la réforme de l'université. Ce qui ressort surtout, c'est la mise en avant du pouvoir d'un seul, la promotion du chef qui doit décider de tout contre la communauté, qu'elle soit universitaire, hospitalière ou judiciaire. Ça, c'est le plus visible mais ce n'est déjà pas assez dit fortement. Mais il y a beaucoup d'autres choses beaucoup plus subtiles qui se jouent et, notamment, derrière toutes les procédures

d'évaluation. Là, c'est absolument fascinant et terrorisant à la fois. Terrorisant non pas parce qu'il y a des évaluations mais parce qu'elles sont contre-productives à un degré tout à fait extraordinaire. Toute la mécanique de gestion de la recherche et de l'enseignement par des procédures d'évaluation objective et quantitative est totalement surréaliste. Mais la finalité est la même : éviter que la communauté puisse s'auto-évaluer. Si l'on veut qu'il y ait un pouvoir plus ou moins despotique, si l'on veut qu'il y ait le pouvoir d'un seul, comme c'est le cas avec "Sarkozy le décideur absolu", étant donné qu'il ne connaît rien aux secteurs dans lesquels il veut intervenir, il lui faut des critères objectifs&

Marianne2.fr : Peut-on imaginer que le manque de clarté et de cohérence de l'action du chef de l'Etat soit délibéré ?

Alain Caillé : De fait, il n'y a pas de discours qui accompagne véritablement ses réformes. On voit, lorsqu'on travaille un petit peu sur ces doctrines du new public management, que le maître mot des réformateurs est que la France est un pays absolument irréformable. Par conséquent, il faut produire des réformes sans discours : on met en place des procédures objectives mais sans explicitation des enjeux véritables, ce qui produit au final des catastrophes comme la réforme de l'université.

L'objectif, c'est d'une part de produire une société plus en adéquation aux normes du marché puisque le critère fondamental est l'efficacité et, en dernière instance, l'efficacité marchande. D'autre part, et c'est là que ça devient très bizarre, le but apparent de ces réformes est de produire de l'autonomie. Elles apparaissent donc comme très démocratiques. Mais fondamentalement, la mise en place de ces procédures d'évaluation qui s'inspirent d'une logique néo-libérale permet en fait de renforcer le pouvoir de l'Etat. C'est une autonomie en trompe-l'œil, une démocratisation en trompe-l'œil...

Propos recueillis par Gérald Andrieu (Marianne)

[1] Alain Caillé est professeur à l'université de Paris X et fondateur du MAUSS, le Mouvement Anti-utilitariste dans les sciences sociales. Le prochain numéro de La Revue du Mauss à paraître se penche justement sur l'avenir de l'université.